

Des Dieux et l'enfance placée : quel cadre d'exercice de la liberté religieuse dans les établissements de la PJJ?

Gods and childhood: a perspective on the framework for freedom of religion in french young offenders institutions

Autor: Naddia Beddiar

DOI: <https://doi.org/10.25058/1794600X.915>

**DES DIEUX ET L'ENFANCE PLACEE:
QUEL CADRE D'EXERCICE DE LA
LIBERTE RELIGIEUSE DANS LES
ETABLISSEMENTS DE LA PJJ?***

**GODS AND CHILDHOOD : A PERSPECTIVE
ON THE FRAMEWORK FOR FREEDOM OF
RELIGION IN FRENCH YOUNG OFFENDERS
INSTITUTIONS**

Nadia Beddiar^a
Nadia.beddiar@univ-lille2.fr

ABSTRACT

Concerning childhood delinquency in France, the Child Protection and Juvenile Justice services enforces the judgements of juvenile courts : its services encompasses probation and non-custodial alternatives. Its leadership role extends to young offenders institutions. When a custodial sentence in a Young Offenders Institution is imposed by the Juvenile Judge, the juvenile offender is removed from his family and follows a full time educational programme in a specific institution. In this way, the question of the freedom of religion and religious practice can arise in the particular legal system : French state have a special political and legal organisation about religions called laïcité. In the same way, legislator reaffirm the importance of children's rights, but it exists a legal nuance about the freedom of religion for children. So, the balancing exercise between freedom of religion and respect for the principle of laïcité is interesting for understand the way the Child Protection and Juvenile Justice services use for protect this fundamental freedom.

KEY WORDS

Freedom of religion, children, young offenders institutions, secularism, laïcité, juvenile justice

** Ph. D in public law at the University of Lille. Professor at the National College of Child Protection and Juvenile Justice, ministry of justice. Associate Researcher at the Center for European Research on Administration, Politics and Society, CERAPS (CNRS-UMR 8026). Specialist on prison law and children's rights in the criminal context.*

a This research paper comes from a research conducted since 2015 and funded by the Child Protection and Juvenile Justice services. The main theme is about the legal framework that regulate the protection of fundamental rights of young offenders.

DES DIEUX ET L'ENFANCE PLACÉE : QUEL CADRE D'EXERCICE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS LES ETABLISSEMENTS DE LA PJJ?

Religion et enfance. Deux notions marquée par leur ampleur et leur complexité et qui, côte à côte, renvoient à des questions essentielles presque évidentes et pourtant peu étudiées par les juristes.

S'intéresser à l'enfance en difficulté, ici délinquante, rends la démarche réflexive plus originale encore puisqu'il s'agit de porter un regard sur une population délinquante quantitativement faible, très fragile et parvenant à faire souvent parler d'elle.

Liberté fondamentale de premier ordre, les convictions religieuses sont de plus en plus souvent évoquées par les professionnels dans un contexte particulier, post attentats où la lutte contre la radicalisation et le djihadisme sont devenus des priorités.

Que les mineurs délinquants fassent l'objet d'un placement judiciaire pour les infractions de droit commun ou pour les infractions liées au terrorisme, le travail éducatif ne peut faire l'impasse sur le respect des droits fondamentaux du jeune et le juriste se fait un devoir d'analyser la normativité du cadre d'exercice de ces droits et libertés, en particulier la liberté de religion¹.

En France, l'apaisement n'est pas de mise actuellement en matière de laïcité et la question de l'articulation entre liberté religieuse et respect du principe de laïcité prend une coloration particulière dans les services destinés à prendre en charge de manière permanente (et souvent contrainte) des usagers du service public².

La protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), administration anciennement dénommée Éducation surveillée³ de 1945 à 1990, est chargée

d'apporter une aide à la décision au magistrat (le plus souvent, le juge des enfants) et de prendre en charge des mineurs poursuivis pénalement, en phase pré-sentencielle et post-sentencielle. Actrice de la protection de l'enfance au sens de la loi du 14 mars 2016⁴, son action est néanmoins centrée sur le droit pénal. Pour ce faire, elle s'appuie sur un réseau dense de structures publiques et privées⁵ présentant des finalités variées. Pour la réalisation de ses missions, elle se consacre au suivi du mineur en milieu ouvert pour l'exécution de la mesure, de la sanction ou de la peine prononcée par le juge ou sa prise en charge éducative en structure d'hébergement.

Administration d'État, le secteur public de la PJJ doit veiller au respect du principe de laïcité, assurer une parfaite neutralité de ses agents⁶ et garantir la liberté de conscience et de religion de ses usagers⁷.

La loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des églises et de l'État proclame, en son article 2, la neutralité de l'État en précisant que des dépenses publiques relatives « à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons » peuvent être engagées.

Une exception, parmi d'autres, est alors posée pour ce qu'Erwin Goffman, appelait des institutions totalitaires qui se distinguent, de manière visible, par l'exigence d'une discipline accommodant leurs conditions d'hébergement.

Pour autant, les structures de la PJJ, postérieures à ladite loi, ne sont pas concernées

l'Éducation surveillée en direction de la Protection judiciaire de la jeunesse. Ce texte marque également l'indépendance de la PJJ vis-à-vis de l'administration pénitentiaire.

4. Loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant, JORF n°0063 du 15 mars 2016, texte n° 1.

5. Ces structures, de nature associative, reçoivent une habilitation du ministère de la justice et sont financées par la PJJ. Voir notamment le décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant et la circulaire du 20 février 2017 relative à la campagne budgétaire 2017 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse, NOR : JUSF1706871C.

6. Note DPJJ du 9 juin 2017 relative à l'obligation de neutralité des agents du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse, NOR : JUSF1714689N, 15 pages.

7. En France, il n'existe pas de statistiques officielles sur l'appartenance religion des personnes vivant sur le territoire.

1. J. Fialaire, « La laïcité, le fait religieux et la liberté religieuse dans les maisons d'enfants à caractère social », RDSS 2017. 845

2. V. Valentin, « Laïcité et neutralité », AJDA 2017, p. 1388 ; L. Moreau, « Le fonctionnaire et le fait religieux », AJCT 2012, p. 295 ; J-P Didier, « Les religions du fonctionnaire et la République », AJFP, 2001, p. 41 ; G. Koubi, « Neutralité du service public, neutralité dans le service », Recueil Dalloz, 2000, p.747

3. Un décret du 21 février 1990 a transformé la direction de

GODS AND CHILDHOOD : A PERSPECTIVE ON THE FRAMEWORK FOR FREEDOM OF RELIGION IN FRENCH YOUNG OFFENDERS INSTITUTIONS

Religion and childhood. These are two loaded notions of breadth and complexity which together, in a juvenile law context, raise fundamental and obvious questions. Yet, rare have been the socio-legal studies in this area to date.

To focus on the subject from the perspective of childhood delinquency makes for a more original reflection because consideration is given to a discrete and marginalised segment of the population at large, who are able to provoke a perennial public debate and anxiety.

Liberty of religious belief being a fundamental freedom, religious convictions are increasingly discussed by social workers, but in the particular context of the social repercussions of terrorist outrages, where combatting radicalisation that espouses violence and jihadist-tendencies is the top priority.

Whatever may be the personal profile of the youth concerned, once they are within the criminal justice system as juvenile offenders or convicted terrorists, the obligation of reform through education cannot ignore a respect for the fundamental rights and freedoms of the children concerned. And it is incumbent upon the jurist to analyse the norms for oversight of these fundamental rights, and in particular that of religious freedom, because coercion is in the nature of judicial control¹.

In France, compromise is not an option in the balancing exercise between individual freedom of religion and respect for the principle of 'laïcité', the French notion of a secular state. The extent of any limits upon freedom of religion is not clearly defined². However, all the public administration must respect this principle in accordance with two rules :

Protection of the fundamental rights of the individual and especially, freedom of religion for all citizens, without any discrimination.

Strict impartiality of all agents of the state, who are not allowed to give expression in the workplace to their religious opinion for any reason, whether in personal view, speech or behaviour, because they

1. Fialaire, J. (2017). *La laïcité, le fait religieux et la liberté religieuse dans les maisons d'enfants à caractère social*, RDSS, 845.

2. In France, there is no statistics about people's religion.

represents the French state, which is impartial, and does not favour any religion or church³.

Therefore *laïcité* is, in France, the foundation for the protection of freedom of religion in the public space⁴. This principle derives from the Separation of Church and State Act of 9th december 1905⁵.

The Child Protection and Juvenile Justice services (CPJJ) replaced a previous administration called « Correctionnal Education », that existed between 1945 and 1990⁶. Its services are provided by a body composed mostly of specialist educators.

In the exercise of its mission these social workers, for that is in effect what they are, seek to bring up juvenile offenders to lead a good life and to keep them out of prison as much as possible. The role of the CPJJ⁷ is to supervise those officials who are the actors, whether through public services or authorized private associations⁸.

In this way, social workers are able to assist juvenile courts and judges to arrive at their decisions, through the provision of personal information about offenders and their families. They manage juvenile offenders before and after criminal trial⁹.

The Child Protection Act of 14th march 2016¹⁰ designates the CPJJ as playing a leading role in the protection of young offenders in criminal cases.

3. Valentin V. (2017). *Laïcité et neutralité*. AJDA, 1388 ; Moreau L. (2012). *Le fonctionnaire et le fait religieux*. AJCT, 295 ; Didier J-P. (2001). *Les religions du fonctionnaire et la République*. AJFP, 41 ; Koubi G. (2000). *Neutralité du service public, neutralité dans le service*. Recueil Dalloz, 747.

4. T. Asad, « Trying to understand French secularism », in Hent de Vries and L. E. Sullivan, *Political theologies : public religious in a post secular world*, 2006, Fordham Scholarship, pp. 494-526. [http://www.urbanlab.org/articles/Articles%20S.%20Mayor/Asad.%20Tatal.%20Trying%20to%20Understand%20French%20Secularism".pdf](http://www.urbanlab.org/articles/Articles%20S.%20Mayor/Asad.%20Tatal.%20Trying%20to%20Understand%20French%20Secularism)

5. Separation of Church and State Act of 9th december 1905, Official Journal, 11th december 1905, p. 7205.

6. See Order of the Prime Minister, 21th february 1990, NOR: JUSX8900151D, JORF n°45 du 22 février 1990 page 2283.

7. The CPJJ is the smallest public administration in France. Around 9000 persons and 60 % are educators (General Direction figures, 2015).

8. Concerning judicial supervision, in 2016 this administration had 1500 centers: 496 are operated by public administration and 1022 are operated by private associations.

9. See Convention on the rights of child, 20th november 1989, Art 40 3b : « Whenever appropriate and desirable, measures for dealing with such children without resorting to judicial proceedings, providing that human rights and legal safeguards are fully respected. 4. A variety of dispositions, such as care, guidance and supervision orders; counselling; probation; foster care; education and vocational training programmes and other alternatives to institutional care shall be available to ensure that children are dealt with in a manner appropriate to their well-being and proportionate both to their circumstances and the offence ».

10. Law n° 2016-297 du 14 mars 2016 on the child's protection, Official Journal n°0063, 15th march 2016, texte n° 1.

par cette exception. Il n'en demeure pas moins qu'elles ne doivent pas entraver la liberté religieuse de ses jeunes usagers, vulnérables par définition. Et cet impératif présente une importance particulière en matière d'hébergement contraint. Ainsi, ce sont les unités éducatives d'hébergement qui retiendront notre attention car le milieu ouvert préserve, par définition, les modes de vie choisis par les parents pour leurs progénitures. L'encadrement de la vie religieuse et spirituelle ne se pose donc pas dans les mêmes termes que lors d'une rupture liée au placement judiciaire du mineur au sein d'un établissement administratif.

En effet, l'appréciation portée sur l'exercice des droits et libertés fondamentales s'appréhende de façon particulière dans un cadre contraint et contenant.

À cette contrainte, s'ajoute l'incapacité juridique liée à la minorité de la personne qui trouve une forte résonance en matière d'expression des convictions religieuses chez l'enfant.

1. LES CONTOURS DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE DE L'ENFANT

Pilier essentiel de la société démocratique⁸, la liberté religieuse forme l'une des libertés fondamentales les plus importantes dans l'existence de toute personne. Jean Rivero ne parlait-il pas, pour tout homme, « du droit qui lui est essentiel, de choisir la vérité qui orientera sa vie »⁹.

Conformément à une jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'Homme, cette liberté recouvre quatre choix différents : la liberté d'adhérer ou non à une religion, la liberté de la pratiquer ou non, la liberté de se convertir et la liberté de ne pas avoir de religion¹⁰.

Cette reconnaissance générale pose la question de la protection de cette liberté au regard de la situation spécifique de l'enfant.

En effet, deux approches s'affrontent.

Une approche libérale qui postule l'idée d'un droit autonome de l'enfant à des convictions religieuses, c'est-à-dire le droit à un exercice religieux sans entrave, en dehors des restrictions autorisées. Et une approche traditionnelle ou conservatrice qui considère que la liberté religieuse de l'enfant est indissociable du rôle des parents dans l'éducation de leurs enfants.

L'approche libérale, défendue par la Convention internationale des droits de l'enfant (Cide) du 20 novembre 1989, envisagent les titulaires de l'autorité parentale comme des « guides » dans l'émancipation ou la manifestation religieuse de leur enfant. Certains États européens ont choisi cette conception à travers le principe dit « de majorité religieuse ».

Ainsi, à titre d'exemple, l'article 303 al. 3 du code civil suisse de 1907, toujours en vigueur, dispose que « l'enfant âgé de 16 ans révolus a le droit de choisir lui-même sa confession ». Outre-Rhin, la majorité religieuse pleine est fixée à 14 ans par l'article 5 de la loi sur l'éducation religieuse des enfants du 15 juillet 1921¹¹. Le Portugal fixe, quant à lui, cet âge à 16 ans à l'appui de l'article 11 de la loi sur la liberté religieuse n°16/2001 du 22 juin 2001.

Malgré la ratification de la Cide par la France le 7 août 1990, l'article 14 de la Convention n'est pas invocable devant les tribunaux, la France restant attachée à une tradition historique forte découlant de l'omnipotence de la puissance paternelle¹².

Nonobstant l'article 2 du protocole additionnel n°1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui protège le droit des parents de pouvoir éduquer leurs enfants selon leurs convictions religieuses, notre droit refuse de consacrer un âge de majorité ou d'émancipation religieuse au profit de tout mineur. Les titulaires de l'autorité parentale sont perçus comme les garants du contenu de la liberté religieuse de l'enfant ; ils sont donc les décideurs.

Cette situation juridique s'illustre par quelques contentieux pour lesquels la décision du juge relève parfois du pur statu quo. Ainsi, la chambre civile de la Cour de cassation a pu

8. CEDH, *Kokkinakis c/ Grèce*, 25 mai 1993, n° 14307/88 § 31,

9. Jean Rivero, « La notion juridique de laïcité » *Recueil Dalloz*, 1949, p. 138

10. CEDH, *Kokkinakis c/ Grèce*, 25 mai 1993, § 31, série A n°260-A ; et CEDH, *Buscarini et autres c/ Saint-Marin [GC]*, n°24645/94, § 34, CEDH 1999-I.

11. *Gesetz über die religiöse Kindererziehung vom 15 Juli 1921*.

12. B. Schnapper, « La correction paternelle et le mouvement des idées au dix-neuvième siècle (1789-1935) », *Revue Historique*, Puf, T. 263, Fasc. 2, 1980, pp. 319-349.

The CPJJ enforces the judgements of juvenile courts : its services encompasses probation and non-custodial alternatives. Its leadership role extends to Young Offenders Institutions¹¹. It is noteworthy that some of its officials work on a voluntary basis in prison so as to organise educational activities for young prisoners.

When a custodial sentence in a Young Offenders Institution is imposed by the Juvenile Judge, the juvenile offender is removed from his family and follows a full time educational programme in the relevant institution.

Thus, the question of the freedom of religion and religious practice can arise.

In this paper, we will assess how these institutions address the freedom of religion of the children concerned. This is in fact quite a discrete question because the French legal system does not really recognize an independent freedom of religion for children. Indeed, it is considered in this regard that they depend upon their parents and they do not have so far as the law is concerned, their own choice of religious convictions (I).

As public servants, social workers in the JPS (CPJJ) must respect the principle of *laïcité* and must act with strict impartiality when it comes to religion. The key idea is the protection of the religious practice of juvenile offenders and their families.

Article 2 of the Separation of Church and State Act of 9th december 1905 provides that the French State does not give money or public subsidies to any church. But there are some exceptions : public subsidies paid to chaplaincies in « *schools, high schools, mental hospitals and prisons* ».

Concerning this article, we know that the CPJJ is not referred to in the 1905 Act because the CPJJ administration quite simply did not exist in 1905¹² and this law have never been amended so as to include any new exception.

Also, in criminal matters, the CPJJ is not viewed as an agency for deprivation of liberty. Whereas Young Offenders Institutions are living areas and the mission of the CPJJ is to develop the modalities that strike a fair balance between religious observances and the neutrality of public services (II).

1. THE NATIONAL LEGAL FRAMEWORK FOR RESPECTING THE RELIGIOUS OPINIONS OF CHILDREN

Freedom of religion is a bedrock of the democratic system. It is one of the most important fundamental freedoms. It is enshrined in the 1789 Declaration of the Rights of Man and of the Citizen in France.

Jean Rivero, an eminent French lawyer, said that « *freedom of religion is, for each human being, an essential right to choose the truth which drives their life* »¹³.

According to the jurisprudence of the European Court of Human Rights, that freedom finds expression in four ways¹⁴ : The freedom to join or not a religion, the freedom to practice or not a religion, the freedom to adhere or not to a religion and the freedom to have no religion.

This general recognition raises the question of the legal basis for the protection of that freedom where a child is concerned.

It can be observed that two approaches exist in this regard.

A liberal perspective that defends the idea of an independent right to religious belief for children which means the free exercise of that religion without any obstacles except in discrete areas authorized by the law. A traditional or conservative perspective which considers that the freedom of religion of children is not indistinguishable from their family education.

The liberal perspective is highlighted by the Convention on the Rights of child of 20th novembre 1989. This text considers persons exercising parental authority (the legal guardians) as the guides in the emancipation of the child.

For example, the article 303 clause 3 of the Swiss Civil Code provides that « a child of 16 years of age has the right to choose his religious belief ».

In Germany, religious majority is at 14 years of age, according-article 5 of the Children Religious Education Act of 15th July 1921¹⁵. In Portugal, religious majority is 16 years of age, as specified by article 11 of the Freedom of Religion Act n°16/2001 of 22nd June 2001.

France ratified the Convention on the Rights of the Child on 7th august 1990. But article 14 of this treaty

11. There are different categories of Young Offenders Institutions : closed educational centers, semi-closed educational centers, enhanced accommodation units, diversified housing units.

12. The Correctional Education administration was created in 1945, in response of the war atrocities.

13. Rivero J. (1949). *La notion juridique de laïcité*. Recueil Dalloz, 138.

14. Judgment of the ECHR, *Kokkinakis vs Greece*, 25th may 1993, n°1407/88, § 31, série A n°260-A and *Buscarini and al. vs. Saint-Marin [GC]*, n°24645/94, § 34, CEDH 1999-I.

15. Gesetz über die religiöse Kindererziehung vom 15 Juli 1921.

considérer, sans excès d'audace, dans un arrêt rendu le 11 juin 1991 ayant en toile de fond un conflit parental que « *c'est dans l'exercice de leur pourvoi souverain d'appréciation de l'opportunité de faire procéder immédiatement au baptême de Catherine X... que les juges du fond, qui ont relevé que celle-ci était née de parents catholiques et avait été baptisée dans leur religion, ont estimé qu'il convenait d'attendre qu'elle soit devenue majeure pour exercer son choix* »¹³.

Le cadre juridique français concernant l'exercice de la liberté religieuse de l'enfant se révèle rigide. Pas de liberté religieuse autonome avant d'atteindre la majorité civile. Ce cadre peut révéler toutes les limites de notre droit en ce qui concerne les mineurs eux-mêmes parents de leurs enfants, situation de parentalité précoce qui n'est pas étrangère aux activités de la PJJ¹⁴.

Mais, dans le cas où l'enfant mineur est séparé de sa famille et fait l'objet d'un placement décidé par le juge au titre de l'ordonnance du 2 février 1945 au sein d'un service assurant une mission de service public, il devient alors pertinent d'analyser la définition du cadre réglementaire relatif à l'expression des convictions religieuses de ces usagers particuliers, cadre naturellement orienté, en raison de sa nature publique, vers le respect du principe de laïcité.

2. QUELLE LIBERTÉ RELIGIEUSE POUR LE MINEUR AU SEIN DES FOYERS D'HÉBERGEMENT DE LA PJJ ?

A. Une consécration réglementaire tardive

Ayant une longue histoire de prise en charge et d'hébergement des mineurs de justice, la PJJ est expressément visée par l'article L312-1, 4° du code de l'action sociale et des familles¹⁵ (CASF) comme un ensemble d'établissements et services sociaux et médico-sociaux, dotés ou non d'une personnalité morale propre.

13. Ccas, 1ère civ, 11 juin 1991, n°89-20.878, publié au bulletin.

14. À ce sujet, voir J. Hauser, « Autorité parentale et administration légale par un parent mineur », RTD Civ. 2013. 818. Concernant la situation juridique imparfaite du majeur incapable, voir G. Raoul-Cormeil, « L'incapable majeur civilement responsable du fait de son enfant mineur », D. 2006. 2016.

15. Le 4° dudit article vise « les établissements ou services mettant en œuvre les mesures éducatives ordonnées par l'autorité judiciaire en application de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ou des articles 375 à 375-8 du code civil ou concernant des majeurs de moins de vingt et un ans ».

À ce titre, elle s'engage à garantir les droits et libertés reconnus à l'usager du service public social et médico-social listés à l'article 311-3 dudit code.

Sans nommer précisément la liberté religieuse de l'usager, cet article évoque « le respect de sa dignité, de son intégrité, de sa vie privée, de son intimité [...] ». Formulation pour laquelle l'intégration de la liberté religieuse à la vie privée ne fait aucun doute tant elle relève du for intérieur de toute personne.

La réglementation visant la protection des droits fondamentaux des mineurs usagers objets d'un placement pénal auprès des établissements de la PJJ est relativement pauvre. Deux textes sont consacrés à ce sujet fondamental. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale¹⁶, une volumineuse note en date du 16 mars 2007¹⁷ est publiée en vue d'assurer la mise en œuvre des dispositions de ladite loi. Récapitulant les missions exercées par les services éducatifs et explicitant les outils portés par l'article L311-4 du CASF, les questions relatives à la liberté religieuse et la pratique culturelle des mineurs ne sont pas développées. Dénuée de pédagogie sur la substance des droits fondamentaux, cette note adopte une approche utilitariste en explicitant presque exclusivement les objectifs et l'intérêt des outils mentionnés à l'article L 311-4 CASF tels que le livret d'accueil, le règlement de fonctionnement, le document individuel de prise en charge (DIPC). La nécessaire diffusion de la charte des droits et des libertés de la personne accueillie au sein des services et établissement occupe dans la note une place secondaire¹⁸. Composée de 71 pages, la liberté religieuse est abordée très succinctement en annexe au sein d'un document proposant un exemple de règlement de fonctionnement¹⁹.

16. Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, JORF du 3 janvier 2002, p.124, texte n°2.

17. Note du 16 mars 2007 sur la mise en œuvre des dispositions de la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale, dans les services et établissements de la protection de la jeunesse, n°141/07.

18. Cf Note DPJJ n°03/503 du 8 décembre 2003 portant sur l'arrêt du 8 septembre 2003 relatif à la charte des droits et des libertés de la personne accueillie, mentionnée à l'article L 311-4 du CASF, 5 pages.

19. L'article 4 de cet exemple de règlement de fonctionnement dispose que « toute pratique religieuse est autorisée dans le respect des principes de laïcité, sans qu'elle puisse faire obstacle au fonctionnement normal de l'établissement. Les jeunes et le personnel s'obligent à un respect mutuel des croyances,

(freedom of religion) cannot be relied upon before French tribunals¹⁶. France—having remained attached to a historical tradition that envisages the sovereignty of parental (patriarchal in effect) authority¹⁷.

Despite article 2 of additional protocol n°1 to the European Convention of Human Rights¹⁸, French law has refused to specifically recognize a religious majority for children. In point of fact civil majority (18 years of age) is the religious majority¹⁹. So the legal guardians decides for the child his religion.

This consideration often arises in judicial proceedings and the judge will choose to maintain the « status quo » in cases where parents are in dispute over the religion of the child.

Indeed, the French Supreme Court (Cour de cassation) issued a judgement on 11th june 1991²⁰ regarding a conflict between parents over the baptism of their daughter. The Supreme Court ordered the parents to wait until their child was 18 years of age. She would then exercise, by herself, the choice of baptism or not.

Thus, the French legal system is rigid in comparison with others countries when it comes to the freedom of religion of children: freedom of religion is not recognized before 18 years of age.

We can imagine the problems that this framework poses when dealing with children who have their own children! This situation of early parenthood can prove to be problematic for the CPJJ and judges²¹.

In substance therefore, in the case of the child separated from his or her parents because detained in a Young Offenders Institution by a decision of the judge, it is relevant to analyse how the exercise of religious freedom is organized concomitant with how the institution as a public service respect the principle of laïcité.

2. ANALYZING THE RELIGIOUS FREEDOM OF CHILDREN IN YOUNG OFFENDERS INSTITUTIONS

A belated recognition of fundamentals rights

By reason of its long experience in the education of juvenile offenders, the CPJJ has been designated since 2002, as a social public service pursuant to article L312-1 of the French Family and Social Action Code.

As an arm of the Ministry of justice, the CPJJ must protect the rights and freedoms recognized for all users of public services, as set out in article L311-3 of the same Code²².

This article does not specifically address freedom of religion but refers to « *respect for the dignity, personal integrity, private life and intimate sphere of the person held in care*²³ ».

Within this formulation, we can easily include freedom of religion as a part of private life because religion is a deep and personal conviction. However, the rules and regulations concerning the protection of the fundamentals rights of juvenile offenders are relatively speaking parsimonious.

Only two rules are dedicated to this important question.

Five years after the great reforming statute on Social Action of 2002 regarding social and medical welfare, the CPJJ published an administrative guidance on the 16th march 2007 on the implementation of the reforming legislation of 2002. The question of freedom of religion and worship was glossed over in the guidance.

Without seeking to instruct about the substance of the rights of children, this guidance chose a standardized approach, that is very utilitarian on the objectives and benefits of administrative tools made available and privileging operational rules for the functioning of the Young Offenders Institutions.

Increasing awareness of a Charter for the rights and freedoms of the person in the custodial care of this kind of institution, takes a secondary role in these matters²⁴. Composed of 71 pages, the guidance of 2007 cites

16. French Court of cassation, 10th march 1993, n° 91-11.310. Since this judgment, the French Court of cassation now accepts that some specific articles of the Convention on the Rights of Child can be relied upon before a tribunal (French Court of cassation, 18th May 2005, n°02-20.613 on the right to be heard).

17. Schnapper B. (1980). *La correction paternelle et le mouvement des idées au dix-neuvième siècle (1789-1935)*. Revue Historique, Puf, T. 263, Fasc. 2, 319-349.

18. This article protects the fundamental right for parents to educate their children according to their own convictions.

19. Article 414 of the French Civil Code.

20. French Court of cassation, 11th june 1991, n°89-20878.

21. Hauser J. (2013). *Autorité parentale et administration légale par un parent mineur*. RTD Civil, 818.

22. The article L311-1 was created by the Social Action Reform Act of 2th january 2002.

23. Op. cit.

24. Order of the Health and Family Minister, 8th september 2003, NOR: SANA0322604A, Official Journal n°234, 9th october 2003, p. 17250.

La faiblesse normative de cette note en matière de droits fondamentaux a été quelque peu compensée par une note attendue et parue plus récemment.

La note du 4 mai 2015 relative aux lignes directrices relatives à l'élaboration du règlement de fonctionnement²⁰ constitue le document le plus complet sur l'essence des droits fondamentaux de l'enfant et, plus spécifiquement, sur le cadre d'exercice des convictions religieuses au sein de ce service public.

Sans aller jusqu'à la publication d'une note spécifique telle que la direction de l'administration pénitentiaire a pu le faire à travers sa note sur la pratique du culte en détention²¹, la note du 4 mai édicte aux pages 9 à 11 un certain nombre de principes essentiels à une prise en charge éducative respectueuse de la liberté religieuse de l'enfant.

B. Les principes présidant la pratique religieuse des mineurs

Unique document loquace en la matière, la note du 4 mai 2015 offre une définition des modalités liées à la pratique culturelle en se reposant sur une lecture en filigrane de la charte des droits et libertés de la personne accueillie.

Ainsi, sans surprise, la note précise que la liberté de culte de l'enfant doit être respectée, que toute discrimination sur la religion est interdite, conformément aux principes généraux du service public.

Conformément à la tradition civiliste, il y est précisé que l'exercice du culte de l'enfant est conditionné par les titulaires de l'autorité parentale, d'autant que la pratique des rites religieux ne fait pas partie des actes de l'autorité parentale dits usuels. Ainsi, au titre du principe de neutralité des services publics, les agents publics de la PJJ ne sauraient se substituer aux parents pour proposer ou assurer le suivi de préconisations religieuses auprès des mineurs.

convictions et opinions ». p. 56 de la note précitée.

20. Note DPJJ du 4 mai 2015 relative aux lignes directrices relatives à l'élaboration du règlement de fonctionnement des établissements collectifs de placement judiciaire du secteur public et du secteur associatif habilité, NOR : JUSF1511218N, 20 pages.

21. Note DAP du 16 juillet 2014 relative à la pratique du culte en détention, NOR : JUSK1440001N, 14 pages.

Une précision tout à fait bienvenue affirme que le port de signes religieux par les mineurs est autorisé, ce qui permet d'écarter l'amalgame répandu d'une prétendue application de la loi du 15 mars 2004²² dans les services de la PJJ.

Néanmoins, en référence à la loi du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public²³, l'objet religieux réalisant cette dissimulation est proscrit. Sans fournir davantage de précision, la note énonce également que le port de signes religieux pendant des activités qualifiées de « particulière » est interdit. Au regard de la jurisprudence, le sport peut constituer une activité particulière incompatible avec le port d'un signe religieux²⁴.

Espaces restrictif de liberté, la réglementation applicables aux établissements d'hébergement exclut toute aumônerie au sein des locaux. Sans anéantir le droit du mineur de pouvoir échanger avec un ministre du culte, la note en question précise que les entretiens doivent se tenir à l'extérieur de l'établissement, ce qui suppose une organisation interne facilitant l'accompagnement du mineur par un professionnel, non admis à assister aux offices.

Cristallisant bons nombres de polémiques, de confusions et de certitudes, la consommation de nourriture confessionnelle forme le rite qui interpelle le plus fréquemment les agents publics de la PJJ.

En cela, la note apporte des réponses attendues. Qualifiant le service public de la PJJ de service public obligatoire²⁵, la délivrance de nourriture confessionnelle n'est pas interdite. S'il n'y a guère d'interdiction générale et absolue, il n'y a pas de droit général et absolu pour l'utilisateur d'exiger ce type de nourriture. N'ayant pas de système de cantine tel qu'il existe au sein des établissements pénitentiaires, cette délivrance de nourriture confessionnelle dépend de la demande

22. Loi n°2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics, JORF n°65 du 17 mars 2004, p. 5190, texte n° 1.

23. Loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public, JORF n°0237 du 12 octobre 2010 page 18344, texte n° 1.

24. Par exemple, CEDH, *Dogru c/ France*, n° 27058/05, CEDH, *Kervanci c/ France*, 4 déc. 2008, n° 31645/04.

25. En référence à la qualification de service public administratif à caractère facultatif au profit des cantines scolaires par un arrêt du Conseil d'État rendu le 20 mars 2013, n°354547.

briefly freedom of religion as annexed at the end of the document.

The lack of jurisprudential input represented by this guidance was however recently compensated for thanks to a new administrative document.

The guidance of 4th may of 2015²⁵ providing lines of direction for operational rules is the most exhaustive document on the meaning of the fundamentals rights of the children concerned to date.

The CPJJ has at last a specific document concerning religion, and mirroring that of the prison administration which has its own guidance of 16th July 2014, entitled « Religious practice in prison »²⁶.

In essence, only pages 9 to 11 of 2015 guidance deals with respect for religious convictions during judicial custody.

B. The restricted principles governing freedom of religion of children

The note of 4th may 2015 is the sole text providing a definition of the operational methodology regarding religious convictions.

That definition mirrors an implicit reading of the Charter of rights and freedoms of the person in custodial care.

It comes as no surprise that the guidance specifies that this freedom must be respected, all discrimination is prohibited, in keeping with the general principles applicable to public service.

In keeping with civil legal tradition and family law, religious practice for the child is subordinated to the convictions of the parents. And albeit religious customs and practice are not considered to fall within the « habitual decisions » of parental authority which are considered as such by judges in France.

The notion of « habitual manifestations » in this context is not defined by the law. According to the French Supreme Court (Cour de cassation), it consists of normal and simple decisions of parents concerning the day to day life of their children. For example, a passport application²⁷, benign medical treatment. Thus, all the daily decisions concerning the child. Article 372-2 of the French Civil Code²⁸

provides a legal presumption of agreement between the parents to protect third parties.

An « inhabitual decision » is one that influences the course of a child's life. These kind of decisions need a real agreement between the two parents. No legal presumption can arise in such cases.

For example, permission for a serious surgical operation²⁹, the child's summer camp³⁰, school enrolment in a private school³¹, opening a bank account³², religious circumcision³³.

On behalf principle of the neutrality of public services, social workers and educators cannot take the place of the parents of the child in oversight of their adherence to any religious customs.

During the judicial control, there is however one certain and welcome rule: juvenile offenders can have religious items (jewellery, holy books, hat, headscarves...). Although one can note that this rule does not exist in French state schools. The law of 15th march 2004³⁴ excludes children from wearing religious clothing or displaying any religious items at school and high school.

So, this law on the prohibition of religious clothes and symbols at schools is not applied in the CPJJ's Young Offenders Institutions: a degree of freedom is exceptionally applied.

However, the law of the 11th october 2010 prohibiting the veiling of the face in public spaces is applied in these institutions because this law engages public order and there is no exception.

Without going into the details, the document of May 2015 sets out that the ban on religious symbols is applicable if the child takes part in certain « specified activities ». According to the jurisprudence of the European Court of Human Rights the playing of sports can be a « specific activity » which is incompatible with the wearing of religious symbols³⁵ (in particular Islamic and Sikh headscarves).

25. Note du 4 mai 2015 relative aux lignes directrices relatives à l'élaboration du règlement de fonctionnement des établissements collectifs de placement judiciaire du secteur public et du secteur associatif habilité, France, NOR : JUSF1511218N.

26. Note du 16 juillet 2014 relative à la pratique du culte en détention, France, NOR : JUSK1440001N.

27. Judgment of the French Council State, 8th february 1999.

28. According this article, « as regards third parties, each parent is considering he have acted with the agreement of the other parent, when he makes alone a usual act for the child ».

29. Judgment of the Paris Regional Court, 6th november 1973.

30. Judgment of the Aix en Provence Court of appeal, 26th march 2010.

31. Judgment of Toulouse Court of appeal, 7th november 2006 and Rouen Court of appeal, 17th december 2009.

32. Article L132-4 of the French Insurance Code.

33. Judgment of Paris Court of appeal, 29th september 2000 and Rennes Court of appeal, 4th april 2005.

34. Law n°2004-228, 15th march 2004 about religious clothes at school. Official journal n°65 of the 17th march 2004, p 5190.

35. Decisions of ECHR, Dogru vs. France, n° 27058/05 and Kervanci vs. France, 4 déc. 2008, n° 31645/04.

des titulaires de l'autorité parentale. En cas de doute sur la réalité de la demande ou en cas de désaccord entre le mineur et ses parents, la délivrance d'un repas sans porc est préconisée.

Néanmoins, des limites à cette délivrance sont expressément énoncées. La surcharge d'activité, le surcoût financier, l'atteinte excessive au bon fonctionnement de l'établissement et au respect du principe de neutralité des agents publics constituent des faits justifiant un refus.

Toutefois, le caractère évasif dans l'énonciation de ces limites permet d'offrir au directeur une marge de manœuvre particulièrement large, au risque de commettre une erreur d'appréciation.

Aujourd'hui, aucun mineur placé dans une structure d'hébergement de la PJJ ou sa famille n'ont saisi le juge administratif, via un référé,

pour faire reconnaître par le juge une atteinte à la liberté de religion.

Cette situation n'est pas synonyme d'une absence d'atteinte, mais elle vient plutôt interroger l'observateur sur un aspect du droit fondamental : l'accès au droit et au juge. À ce titre, l'information du jeune et de sa famille sur ses droits fondamentaux est absolument essentielle pour améliorer la qualité de la prise en charge et favoriser la construction d'un citoyen responsable. Il semble alors que la pédagogie est centrale pour rééduquer le mineur mais également indispensable pour assainir les relations entre le service public et ses usagers forcés.

Moreover, there is no chaplaincy in Young Offenders Institutions, unlike prisons. These institutions cannot be seen to be in any relationship with any chaplain. The guidance provides that conversations between the young offender and the chaplain must take place outside of the institution and never within its confines. As a result, the manager of the institution has to put in place arrangements to drive the child to the chaplaincy. The guidance also highlights that educators cannot participate in any discussions with the chaplain. Moreover, they cannot speak about their own religious practices with the children. The text guidance gives no view or explanation concerning the choice of a chaplain.

A specific aspect to life in the Young Offenders Institutions generates a lot of controversies and also some confusions : this is the question of religious diet.

On this topic, the guidance of May 2015 provides some informations. According to the French Supreme Court, the CPJJ is coercive public service. Therefore religious diet can be catered for, contrary to the school canteen, which public service providing choice³⁶ (parents are not obliged to enrol their children into those canteens).

Generally, there is no general and absolute ban of a religious diet, but there is at the same time no right to require this food for the consumer in detention.

Furthermore, there is no special shopping facility inside the Young Offenders Institutions³⁷. Therefore, religious dietary needs can be only served to the children if the parental authority approves of this choice. To this end the guidance adopt a necessary working hypothesis : that the child is agreement with the parents in consuming this food.

What can educators do if the child is not in agreement with the parental decision ? How to resolve the conflict between the child and his parents ? No advice is available in the guidance.

But one indication does exist : the manager of the Young Offenders Institution can appreciate and resolve the problem on a « case by case » basis. If there is a doubt, the center « serves no pork food ».

Be that as it may, it is apparent that the guidance concerns itself with the islamic and jewish religions. What can be determined for others religions which may well provide for a specific dietary requirement? Again the guidance is silent on the issue. According to the guidance, there are nevertheless some limitations to provision of religious dietary requirements even where the child may be in agreement with the parents.

Firstly, is where there would be a large additional cost in the budget of the institution concerned. Secondly, is where there would be an additional burden in the duties of the staff. Thirdly and finally, the overriding objective is preservation of the integrity and functioning of the institution concerned.

The conferring of a large measure of appreciation upon the manager amounts to the enjoyment of a broad area of discretion, but the reality is that there can be a mistake in the appraisal by the manager.

At the present time it is not possible for any interested party, and certainly not the young offender or his family, to bring a matter before a court, and in particular the judge with power to hear expedited applications, concerning a violation of religious freedom.

This state of affairs is far from suggesting that everything is perfect. Keen eyed observers will reflect upon a fundamental associated question: the right of access to the law and the courts of justice.

Ultimately the quality of an engagement with the young offender and his family on fundamentals rights and freedoms is strictly necessary so as to improve the conditions of care and to encourage the development of citizenship.

Therefore, an informed and pedagogic discourse is central to the rehabilitation of the children concerned, and is also a core requirement so as to improve upon the relationship between the administration of justice and the intended beneficiaries subject to its control.

36. *Decisions of the French Council of State, 20th march 2013, n°354547 and 11th june 2014, n°359931.*

37. *In the french prisons, there are some supermarkets : prisoners can buy stuff for make better their life (comfort). In french, its name is « cantine ».*

BIBLIOGRAPHÍA

Articles scientifiques

- Didier J-P. (2001). Les religions du fonctionnaire et la République. *AJFP*, 41.
- Fialaire, J. (2017). La laïcité, le fait religieux et la liberté religieuse dans les maisons d'enfants à caractère social, *RDSS*, 845.
- Hauser J. (2013). Autorité parentale et administration légale par un parent mineur. *RTD Civil*, 818.
- Koubi G. (2000). Neutralité du service public, neutralité dans le service. *Recueil Dalloz*, 747.
- Moreau L. (2012). Le fonctionnaire et le fait religieux. *AJCT*, 295.
- Raoul-Cormeil G. (2006). L'incapable majeur civilement responsable du fait de son enfant mineur. *Dalloz*, 2016.
- Rivero J. (1949). La notion juridique de laïcité. *Recueil Dalloz*, 138.
- Schnapper B. (1980). La correction paternelle et le mouvement des idées au dix-neuvième siècle (1789-1935). *Revue Historique*, Puf, T. 263, Fasc. 2, 319-349.
- Valentin V. (2017). Laïcité et neutralité. *AJDA*, 1388.
- Loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant, *JORF* n°0063 du 15 mars 2016, texte n° 1.
- Note DPJJ du 4 mai 2015 relative aux lignes directrices relatives à l'élaboration du règlement de fonctionnement des établissements collectifs de placement judiciaire du secteur public et du secteur associatif habilité, NOR: JUSF1511218N, *BOMJ* n°2015-05 du 29 mai 2015.
- Note DAP du 16 juillet 2014 relative à la pratique du culte en détention, NOR : JUSK1440001N, *BOMJ* n° 2014-08 du 29 août 2014.
- Loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public, *JORF* n° 237 du 12 octobre 2010 page 18344, texte n° 1.
- Loi n° 2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics, *JORF* n° 65 du 17 mars 2004, p. 5190, texte n° 1.
- Note DPJJ n° 03/503 du 8 décembre 2003 portant sur l'arrêté du 8 septembre 2003 relatif à la charte des droits et des libertés de la personne accueillie.
- Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, *JORF* du 3 janvier 2002, p.124, texte n°2.
- **Décret n° 90-166 du 21 février 1990 modifiant le décret n° 64-754 du 25 juillet 1964 relatif à l'organisation du ministère de la justice**, NOR: JUSX8900151D, *JORF* n°45 du 22 février 1990 page 2283.
- Décret n° 88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant, NOR: JUSF8850115D, *JORF* du 8 octobre 1988 page 12698.
- Loi de séparation des Églises et de l'État, 9 décembre 1905, *JORF* du 11 décembre 1905, p. 7205.